

rapidement avec l'autorisation du Conseil de sécurité. Bien évidemment, une fois déployée elle serait toujours sous le commandement de l'état-major opérationnel.

Nous devons rétablir la confiance de la communauté internationale à l'égard des Nations Unies et sa capacité à réagir rapidement aux crises. Je pense que ces recommandations y contribueront. À condition évidemment qu'elles soient suivies.

La semaine dernière, lors de mon passage à New York, j'ai eu des discussions avec des collègues étrangers qui partagent nos préoccupations sur cette question. Nous nous sommes réunis pour discuter d'une approche commune et je pense que le degré de coopération qui existe entre nous est encourageant.

La paix, cependant, ne se construit pas uniquement à partir de la diplomatie préventive. Elle n'est pas garantie par la seule intervention rapide. La paix est un ensemble complexe qui s'édifie progressivement. Son véritable fondement c'est la sécurité humaine.

En préparant le récent Sommet du G-7 à Halifax, le Canada a pu encourager une discussion sur le rôle des Institutions financières internationales dans le développement humain. Il est clair que les interventions et les programmes du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale doivent être mieux coordonnées et leurs conséquences sur les individus davantage mesurées.

La récente série de conférences mondiales de l'ONU consacrées aux domaines économique et social ont permis de tracer le portrait général d'un développement durable qui établit un équilibre entre les priorités économiques et sociales afin d'accroître le bien-être de l'humanité. L'élan créé par les conférences du Caire, de Copenhague et de Beijing nous prouve que l'ONU est capable de jouer un rôle de premier plan dans l'élaboration d'accords internationaux sur les buts du développement, dans la défense des valeurs fondamentales et dans la satisfaction des besoins humanitaires et de développement.

Notre priorité devrait être le développement durable axé sur la personne. Il faut carrément mettre l'accent sur la réduction de la pauvreté et l'intégration des pays les plus pauvres à l'économie mondiale.

L'écart croissant entre riches et pauvres est la plus grande menace à la paix que nous connaissons. C'est une situation inacceptable à laquelle il faut remédier. Il ne peut y avoir de paix quand la richesse devient obscène, lorsqu'elle se juxtapose à une pauvreté abjecte. Mais aucun pays, ni même un groupe de pays, ne pourra parvenir seul à des résultats pour l'ensemble de